

REDISTRIBUTION ET BONNE VIE EN ÉQUATEUR

Bernard CASTELLI

En ces temps de crise du capitalisme globalisé, où prédomine l'austérité comme panacée universelle aux problèmes économiques, financiers et sociaux actuels, se proposer d'étudier la redistribution dans sa dimension morale semble pertinent dans la mesure où existent de sérieuses raisons d'en justifier la légitimité scientifique (Jouvenel de, 1951, 2010) : si l'on accepte tout d'abord de la définir comme un transfert général de richesses matérielles ou immatérielles des plus riches vers les plus pauvres, il est clair que celle-ci relève de l'application de valeurs, de principes éthiques dont on ne peut ignorer l'importance intrinsèque : justice sociale, dignité, solidarité¹, etc. Mieux encore si son étude n'emprunte pas la voie usuelle d'une évaluation quantitative des résultats socio-économiques mais s'inscrit au contraire dans une démarche hétérodoxe où la morale remplirait un rôle critique que l'on attribuait auparavant aux sciences sociales (Anaïs, Rossigneux-Méheust, 2013 ; Fassin, 2009).

La redistribution s'avère enfin intéressante comme objet d'étude « moral » puisque dépassant les abstractions théoriques liées tant à la rationalité égoïste de l'*homo œconomicus* qu'à la volonté de puissance de l'acteur politique (Sánchez-Parga, 2014). Certes les moyens variables mis au service d'une politique de redistribution n'entérinent ni la défaite irréversible de la société de marché ni moins encore le triomphe définitif d'un État régulateur. En tant que processus réformateur, elle se fixe pour objectif général une « bonne vie » pour les classes affectées par les dérives de la

1. Une réfutation claire de la nécessité de redistribuer des ressources s'exprimerait crûment dans l'interrogation cynique suivante : mais pourquoi faudrait-il s'inquiéter pour la situation économique et sociale de certains individus ?

globalisation. Rien ne garantit toutefois que celui-ci puisse être atteint sans susciter des effets collatéraux indésirables : par exemple, prétendre réduire les inégalités les plus criantes ne signifie pas nécessairement y parvenir de la meilleure façon possible, c'est-à-dire en évitant de créer de nouvelles injustices ou de creuser les inégalités existantes. Cette ambivalence de contenu et de sens justifie par conséquent une analyse d'autant plus fine qu'elle exprime toute la complexité éthique des rapports réciproques entre des inégalités diverses et la dynamique économique due à leur origine, suscitant en outre des interdépendances morales sous la forme de dilemmes autour du bien-fondé d'une justice redistributive efficace (Maréchal, 2005) : entre ce qui est faisable et désirable, entre la création de droits et l'imposition d'obligations, entre ce qui est injuste et juste, etc.

À partir de l'expérience redistributive menée actuellement en Équateur dans le cadre du processus politique et sociétal dénommé Révolution citoyenne, nous nous proposons de fournir des éléments d'interprétation susceptibles d'éclairer les aspects éthiques qui y sont liés. Il ne s'agira ici ni d'une étude d'impact social et moins encore d'une évaluation économique des réformes en voie d'exécution (Dausderstädt, 2013 ; Samaniego-Ponce, 2012), mais de nous intéresser plus particulièrement à la composante morale des mesures ou des décisions visant à atténuer les inégalités.

La structuration ternaire de cet article répond à une progression dialectique : la première partie insiste sur la responsabilité du président Rafael Correa dans la genèse idéologique des fondements moralisateurs de la redistribution actuelle. Sa mise en œuvre a été en effet précédée d'une stigmatisation systématique du néolibéralisme comme source exclusive de tous les maux passés de l'économie équatorienne. La seconde partie souligne les liens existants entre la générosité sociale du régime politique et l'exploitation financière des rentes issues du modèle primaire exportateur dominant. Loin d'innover radicalement, la redistribution de la Révolution citoyenne se contente de poursuivre en les amplifiant les programmes sociaux déjà en place. La dernière partie conteste les prétentions discursives à changer la vie, à engendrer la « bonne vie », dès lors que les structures de concentration et de répartition des richesses demeurent intactes malgré l'interventionnisme de l'État rentier. Nous concluons en montrant que l'anticapitalisme officiel s'accommode sans état d'âme d'une redistribution soumise à une opulence financière grosse de ruptures futures.

Les vieux démons de la chrématistique néolibérale

D'une manière générale, au travers de ses écrits académiques, mais aussi de ses discours politiques, l'actuel président de l'Équateur, Rafael Correa, se fait inlassablement le chantre d'une conception normative de l'économie où les jugements de valeur et la dénonciation systématique des perversions

supposées du néolibéralisme établiraient les bases politiques d'une alternative portée par le projet sociétal de la Révolution citoyenne. Le savoir économique, de même que les décisions politiques afférentes, s'écarteraient délibérément d'une réflexion objective, d'une analyse scientifique préalable de la réalité pour emprunter les voies insondables de l'indignation et de la partialité revendiquées : « La politique économique est normative, c'est-à-dire qu'elle répond à des idéologies, des jugements de valeur et, malheureusement sous une forme assez fréquente, à des intérêts particuliers... » (Rafael Correa, 2009, p. 124, traduit par nous)

L'idée même qu'un certain équilibre, si ténu soit-il, puisse être trouvé entre les contraintes économiques et les exigences morales de la vie en société s'apparente ici à une pure hérésie en raison d'une subjectivité surdéterminante de l'auteur :

« Je me suis même permis de proposer beaucoup plus de jugements de valeur, c'est-à-dire, d'y mettre ma passion pour ma Patrie et pour notre Amérique. D'un point de vue personnel, je ne peux que m'indigner devant la tromperie et le pillage de la région [...] » (Rafael Correa, 2009, prologue p. 12-13, traduit par nous).

Le cadre discursif antérieur s'avère exacerbé dès lors qu'est instruit, de façon récurrente, le procès du néolibéralisme sous sa forme la plus infamante, la chrématistique. Selon les circonstances et les moments de l'action politique, l'accent est en effet mis sur deux thèmes fondamentaux comme expressions du rejet global de cette pensée (Perez Ordóñez, 2010 ; Guttierrez Vera, 2012) : la première accentuation porte sur son immoralisme intrinsèque ; la seconde sur les conséquences néfastes, les malheurs historiques qui ont affligé les sociétés ayant appliqué ses recettes. Bien que réductrice, cette condamnation de la chrématistique néolibérale comporte au départ un fond de vérité peu contestable qu'un fort traitement idéologique tend toutefois à faire dévier hors du champ des réalités économiques et sociales (Boltvinick, 2013).

Eu égard au premier thème, l'argumentaire peut être synthétisé de la manière suivante (Baechler, 1995) : le néolibéralisme, en ne retenant que les seules fins économiques comme justifications ultimes de l'existence humaine, élimine *de facto* les autres fins, celles qui se situent en dehors de la sphère de fonctionnement du libre marché. L'exacerbation permanente de cette logique recèle en soi une contradiction fondamentale, d'une perversité redoutable pour la fin même de l'économie : la production de richesses, l'opulence visée comme condition nécessaire à l'allocation de ressources requises par la « bonne vie » se trouvent en réalité menacées dans la mesure où le néolibéralisme ne fixe aucune limite à la croissance de l'accumulation indéfinie du capital. Cette poursuite insensée de la prospérité à tout prix

condamne les hommes à ignorer les autres fins politiques, ludiques, religieuses, sociales, etc.

Ceux qui ont encore la décence de résister aux sirènes néolibérales du tout marché comme principe primordial de vie seront tôt ou tard pénalisés, littéralement déclassés :

« Nous pouvons formuler au moins trois hypothèses, sans que celles-ci soient mutuellement exclusives : les fondamentalistes pour lesquels le libre marché est pratiquement une fin en soi et non un moyen pour atteindre le développement ; le volontarisme incompetent de nos élites et technocraties nationales, incapables d'une position critique devant le bombardement idéologique des politiques du Consensus de Washington ; et, finalement, comme toujours l'existence de gagnants au détriment de beaucoup de perdants du libre commerce » (Rafael Correa, 2009, p. 145, traduit par nous).

Le néolibéralisme est en fin de compte foncièrement immoral parce qu'il transforme une fin intermédiaire en fin dernière, considère que la primauté de l'économique et sa variante exubérante, la chrématistique, doivent *naturellement* régir l'ensemble des comportements humains en société.

Le deuxième thème antichrématisque part de l'idée suivant laquelle la transgression systématique des fins par cette théorie n'est nullement l'apanage des conversations philosophiques : de manière concrète, l'application des mesures (libéralisation, dérégulation, privatisation...) découlant de ses principes abstraits aurait engendré des effets économiques, financiers et sociaux irréversibles à l'intérieur des nations capitalistes concernées. Une des conséquences les plus néfastes, sinon perverses, du néolibéralisme consiste à transformer toutes les valeurs d'usage en valeurs d'échange (Maréchal, 2005 ; Sánchez-Parga, 2014). Puisque tout s'achète et que tout se vend, le prix devenant le critère déterminant pour accéder à tous les domaines, même les plus intimes de la vie, rien ne semble pouvoir freiner l'extension irrésistible d'un univers d'objets et de services toujours plus marchands où l'appartenance et la distinction sociales se traduisent par la multiplication de signes extérieurs de richesses matérielles ou immatérielles.

Lorsque le philosophe déplore la situation présente, l'économiste crie au scandale d'une idéologie indécente qui attise les désirs de consommateurs privilégiés, d'une élite latino-américaine séduite par l'euphorie consumériste :

« Dans les sociétés de mauvaise distribution du revenu, comme les latino-américaines, les marchandises les plus ridicules peuvent avoir de hauts prix monétaires, non pour leur grande utilité mais simplement parce que pour les consommateurs avec des revenus suffisants, ces hauts prix constituent seulement un petit sacrifice » (Rafael Correa, 2009, p. 157, traduit par nous).

Un autre effet majeur du néolibéralisme dominant serait de susciter une instabilité généralisée à l'origine de nombreuses crises financières et de stagnations économiques très coûteuses pour les finances publiques. Au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle, les marchés financiers internationaux et nationaux auraient adopté un ensemble de recettes aux conséquences souvent problématiques pour les systèmes privés et publics (Samaniego Ponce, 2012 ; Ponce, Burgos, Sánchez, 2011). L'Amérique latine, toujours créative en matière sémantique, utilise la métaphore de la « décennie perdue » pour qualifier les nombreuses régressions en termes de développement induites la plupart du temps par une gestion déficiente de l'endettement massif de nature externe ou interne. L'Équateur n'est pas en reste qui, en la personne de son président actuel, désigne sous la forme fort imagée de « Longue et triste nuit néolibérale » la période correspondant à une phase de libéralisation de l'économie nationale (1984-1998) ayant abouti à la crise jumelle, financière et monétaire, des années 1999-2000. L'acte d'accusation est riche en crimes commis par divers acteurs coupables d'adhérer dans leur pratique professionnelle aux consignes de la *doxa* néolibérale (Correa, 2009).

Les premières responsables de la perte de souveraineté financière et monétaire de l'Équateur sont les banques locales qui n'ont pas su résister aux attraits délétères d'un libéralisme effréné importé de l'étranger. Au service prioritaire du capital « apatride », elles auraient délibérément négligé le crédit en direction du secteur productif national, le financement hypothécaire des catégories sociales les plus modestes, l'ouverture de ses services à la concurrence extérieure², etc. En accord étroit avec les établissements financiers internationaux, le secteur bancaire équatorien aurait par ailleurs sciemment manipulé le cadre réglementaire existant dans le seul but de frauder et de spéculer, avec pour corollaire l'augmentation considérable de la dette externe devenue de la sorte illégitime.

Après les banquiers immoraux, le réquisitoire convenu s'étend aux anciens partis politiques qui ont soutenu la dollarisation officielle décidée par le président Jamil Mahuad en janvier 2000. Mesure libérale forte sur le plan symbolique, en termes de perte de souveraineté politique, le soutien de la monnaie américaine comme instrument de valeur et d'échange de l'économie équatorienne conduit à une stigmatisation de l'ensemble de la

2. La liste étoffée des défaillances relevées dans son réquisitoire s'avère en effet assez éloquente (Correa, 2009) : absence de transparence concernant l'actionnariat et la gérance bancaires, structure oligopolistique du système financier, stérilisation de la liquidité à l'extérieur, finalité exclusive de rentabilité à court terme, opacité informationnelle, commissions financières élevées, inefficacité opérationnelle, carence de financement de l'appareil productif, désintérêt pour la microfinance, coût exorbitant et injustifié des services offerts à la clientèle, etc.

classe politique traditionnelle (*la partidocracia corrupta*) jugée en tant que représentante ancillaire du capital financier et de l'import-export.

Last but not least, « l'oligarchie néolibérale » figure en bonne place comme responsable principal des malheurs économiques passés de l'Équateur d'avant la Révolution citoyenne. Sa faute originelle ? Évidemment d'être composée d'un nombre restreint de riches d'un point de vue individuel ou collectif (personnes, groupes économiques et financiers). Leur adhésion supposée à un tel *credo* renforce la suspicion diffuse qu'eux-mêmes et leurs ancêtres ont volé ou exploité les pauvres. S'ils acceptent avec réticence d'être contrôlés, c'est parce qu'ils profitent constamment du marché en le manipulant à leur avantage. Si ce n'est pas le cas, un héritage familial, un gain à la loterie, un actif clientélisme lucratif..., permettent à l'oligarchie de préserver et d'accroître sa puissance économique. Nul travail ni mérite ne justifieraient alors les richesses détenues. Ses représentants ne sont en définitive animés que par des passions méprisables (le profit, l'avarice, le luxe, le gaspillage...), des buts particuliers diamétralement opposés à l'intérêt général décrété comme moralement supérieur.

La dénonciation de la chrématistique représente finalement un condensé de lieux communs, de critiques péremptoires diabolisant un courant de pensée dont les impacts divers et multiples mériteraient d'être évalués voire relativisés par la prise en considération de données factuelles ou historiques. L'acte d'accusation moralisateur précédent conduit alors à une conception instrumentale de l'économie au service de la « bonne vie » sous forme d'une redistribution des ressources qu'imposerait un nouveau régime politique représentatif d'une « vraie » démocratie socialiste (Ávila Santa Maria, 2011).

Redistribution, solidarité et économie rentière

Du réquisitoire précédent découle l'idée générale que l'indignation morale face aux injustices attribuées aux politiques néolibérales devrait être considérée comme une source de droit, plus précisément de droits institués dans le cadre d'une nouvelle constitution, promulguée en 2008 (Ávila Santa Maria, 2011 ; Ibarra, 2010). D'un point de vue juridique, la volonté politique de réformer l'économie ainsi que la société équatorienne resserre ainsi les liens entre la morale et le droit sous la forme d'une valorisation de la justice et de la reconnaissance sociale : « La reconnaissance des droits et garanties [...] n'exclura [pas] les autres droits dérivés des personnes, communautés, peuples et nationalités qui sont nécessaires à son plein développement » (Constitución de la República del Ecuador, art. 11 (7), nov. 2009, traduit par nous).

Ce paradigme réformateur conceptualise toutefois un modèle égalitariste où la solidarité s'exprime par le biais de droits protégeant les moins

favorisés ou les moins bien situés sur l'échelle sociale (Martínez Valle, 2009 ; Vilas, 2013). Comme la grande majorité des droits revendiqués ne produit aucune rentabilité marchande substantielle, leur satisfaction ne peut relever que de la compétence d'un État fort... et riche. L'initiative privée s'estompant devant l'intérêt général, le principe de la redistribution, partout présent dans la constitution de 2008, prétend en fait altérer le vieil ordre social que reflétait autrefois la domination des élites fortunées sur la majorité des moins bien lotis (Ibarra, 2010).

Passons maintenant en revue les principaux énoncés constitutionnels comportant une nette référence redistributive (Ávila Santamaría, 2011 : 161-162) :

- Une des raisons fondamentales de l'existence de l'État réside dans « la distribution équitable des ressources et de la richesse » ;
- La politique économique a pour objectif, entre autres, d'assurer la distribution du revenu et de la richesse nationale ;
- La politique fiscale a pour objectif, entre autres, la redistribution du revenu par le biais de transferts, d'impôts et de subventions adéquats ;
- L'État fera en sorte que les prix et les tarifs des services publics soient équitables ;
- L'État évitera l'accaparement ou la concentration des facteurs et des ressources productives, promouvra leur redistribution et éliminera les privilèges et les inégalités à leur accès ;
- La distribution des ressources destinées à l'éducation publique sera régie par des critères d'équité sociale, de démographie et de territoire, etc.

Bien qu'une seule constitution, même généreuse en matière de justice redistributive, ne suffise pas à rendre une économie plus solidaire, le fait que celle-ci existe traduit en revanche une inversion majeure par rapport à un processus historique d'individuation des inégalités ou des exclusions (Martínez Valle, 2009 ; Vilas, 2013). En Équateur comme ailleurs, cette salutaire prise de conscience collective peine toutefois à occulter un débat non clos où les relations complexes entre la prégnance d'un individualisme diffus (égoïste, narcissique, hédoniste, consommateur et compétitif) et un interventionnisme social brouillon, tous azimuts, risquent d'hypothéquer la réussite économique des politiques solidaires (Sánchez-Parga, 2014 ; Guttierrez Vera, 2012). Si l'on exclut pour radicale la *tabula rasa*, l'option mécanisme de marché – circonscrite dans certaines limites – représenterait peut-être un moyen d'atteindre une redistribution efficace des ressources tout en stimulant une croissance de la production globale. Avec le danger potentiel bien connu que la solution des problèmes d'équité soit différée *sine die* car ensevelis sous l'euphorie de la performance économique retrouvée.

La combinaison mixte efficacité économique et redistribution sociale, pour qu'elle soit en réalité applicable, présupposerait par ailleurs d'évaluer

au préalable l'importance et la qualité intrinsèque des moyens concrets, des ressources mis au service d'une solidarité officiellement proclamée (Martinez Valle, 2009 ; Samaniego Ponce, 2012). Une telle exigence morale semble malheureusement échapper à la logique des différents programmes de protection sociale que nourrit la rente pétrolière en Équateur : ce n'est que vers la fin du XX^e siècle, comme conséquence des crises économiques et financières successives de l'économie rentière, que l'architecture institutionnelle de la redistribution à finalité protectrice a pris réellement de l'ampleur sous la forme de multiples programmes visant à compenser l'extension rapide de la pauvreté de masse.

À partir de 1998, le gouvernement du président Jamil Mahuad a instauré ainsi le Bon solidaire (*Bono Solidario*), un programme de transferts monétaires vers les ménages en situation de vulnérabilité et de risque représentés par les quintiles 1 et 2 (Ponce, Enriquez Bermeo, Molyneux, Thomson, 2013). Dès le début, le Bon solidaire a connu un succès fulgurant puisque 1 800 000 personnes (mères de famille, personnes adultes et invalides...) furent inscrites sur les registres ministériels. Cette adhésion massive s'explique en fait par l'absence de mesures statistiques de la pauvreté dans la mesure où, à l'époque, il suffisait de s'autoqualifier de « pauvre » pour bénéficier de l'allocation. L'attribution du Bon solidaire ne fut en outre conditionnée à aucun changement de comportement des familles enregistrées³. Bien que d'origine publique, le système de paiement était presque totalement administré par le secteur financier privé lequel versait le Bon aux bénéficiaires figurant dans la base de données du Programme de protection sociale (PPS).

La multiplicité des programmes de transferts monétaires et de crédit⁴ à destination des secteurs les plus pauvres de la société équatorienne relativisait en outre l'idée que la pauvreté pût être vaincue par les seules subventions provenant de l'État. Il devenait nécessaire de prendre également en compte l'effort des familles, leur capacité entrepreneuriale, l'éducation et la bonne santé des enfants (Ponce, Enriquez Bermeo, Molyneux, Thomson, 2013). Or la léthargie sociale de la période 2003-2006, due principalement à une instabilité politique chronique, démontra le contraire en rendant toujours plus irremplaçable le financement étatique de la redistribution lorsque celui-ci faisait justement défaut (Sánchez-Parga, 2014), le faible rendement financier des différentes activités économiques des ménages les plus pauvres ne parvenant pas à se substituer à l'évergétisme de l'économie publique.

3. Ce n'est qu'en 2001 que fut instaurée la première conditionnalité dans le cadre du PPS (Programme de protection sociale) : le plan *Beca Escolar* permettait en réalité les transferts monétaires bimensuels aux familles en situation d'extrême pauvreté ou d'indigence sous le critère unique d'assistance des enfants à l'école.

4. Crédit productif solidaire (*CPS*), Bon d'urgence (*Bono de emergencia*), etc.

Quoi qu'il en soit, en 2003, le Bon solidaire se métamorphosa en Bon de développement humain (BDH) sous le double critère de l'assistance scolaire des enfants et des adolescents entre 5 et 18 ans et de contrôles réguliers de santé des enfants de moins de 5 ans. Au mois de décembre 2006, le nombre des bénéficiaires du BDH atteignait 1 060 416 personnes dont 947 181 étaient des femmes chefs de famille représentant un peu plus de 32 % du total des ménages et 80 % des ménages des quintiles 1 et 2 (Ponce, Enriquez Bermeo, Molyneux, Thomson, 2013).

L'année 2007 apparaît à cet égard comme un tournant important avec le premier mandat présidentiel de Rafael Correa, lequel démarre un processus de transformations économiques et sociales où les politiques publiques, et plus particulièrement les politiques sociales, occupent une place privilégiée⁵ (Vilas, 2013). La stabilité politique recouvrée n'expliquant pas tout, la générosité constante de cette redistribution de nature directe⁶ repose principalement sur la hausse tendancielle – à l'exception de 2009 comme conséquence de l'impact de la crise financière internationale de l'année antérieure – des prix du baril de pétrole : 2007 (59,86 \$), 2008 (82,95 \$), 2009 (52,56 \$), 2010 (71,93 \$), 2011 (97,71 \$), etc.

La constitution de 2008 introduit des droits de contenu universel qui consacrent la légitimité des politiques redistributives déjà existantes tout en développant des programmes complémentaires (*cf.* Tableau en annexe). Au risque d'un saupoudrage clientéliste que la manne pétrolière pérenniserait, la consolidation voire l'extension des programmes de protection sociale constituent toutefois une constante politique du régime de la Révolution citoyenne (Gutierrez Vera, 2012) : les augmentations successives du BDH fixé initialement à 15 \$, puis à 30 \$, puis encore à 35 \$ et finalement à 50 \$ en janvier 2013 corroborent une volonté politique de promouvoir un État social. En fait, le pouvoir actuel a peu ou *prou* maîtrisé la croissance de l'extrême pauvreté sans que celle-ci bien entendu disparaisse définitivement (Ponce, Enriquez Bermeo, Molyneux, Thomson, 2013) : selon des données officielles, pendant la période 2005-2010, la moyenne de la pauvreté nationale évaluée suivant les besoins essentiels non satisfaits (*Necesidades Básicas Insatisfechas, NBI*) a baissé de 51,6 % à 41,8 % et l'extrême pauvreté de 25,8 % à 16,6 %. Au cours de la même période, la pauvreté par revenu diminue par ailleurs de 42,2 % à 32,8 % et la pauvreté extrême de

5. Avec un budget de 1 000 millions de dollars en 2012, le programme de protection sociale du ministère de l'Inclusion économique et sociale (PPS-MIES) est le troisième montant le plus élevé derrière ceux des ministères de l'Éducation et de la Santé.

6. La redistribution sociale indirecte emprunte d'autres voies financières que la politique redistributive directe : des subventions liées au prix du gaz, de l'électricité et de l'essence... sont en effet intégrées depuis plus de trente ans au budget de l'État. Sans oublier l'orientation redistributive de certaines politiques fiscales mises en œuvre récemment.

21,6 % à 13,1 %. Malgré ces résultats encourageants, la situation des pauvres des zones rurales demeure toujours aussi préoccupante puisque 73 % des populations indiennes et 47,4 % des populations noires sont affectées par ce phénomène social.

De la rédemption à la révolution éthique

La politique de redistribution du gouvernement de la Révolution citoyenne découle d'un discours critique contestant radicalement la conception morale associée aux décisions économiques d'inspiration néolibérale au service exclusif de finalités chrémastistiques. Ce courant de pensée nierait les aspirations fondamentales des êtres humains à mieux vivre dans une société plus juste. Le néolibéralisme favoriserait en réalité la formation d'un monde sécularisé, globalisé, avec, en arrière-plan, un panorama d'injustices intolérables⁷. Comme la présence de nombreux pauvres s'avère *en soi* profondément immorale, la seule manière d'atténuer ce « fléau social » (*pecado social*) consisterait à redistribuer les ressources ou les revenus.

Plus précisément, le président Rafael Correa conçoit avant tout la question sociale comme un problème moral (Correa, 2009). La charité ainsi que la solidarité chrétiennes n'étant pas suffisantes pour s'occuper des pauvres, la justice redistributive permettrait de les « racheter », de leur rendre une dignité humaine perdue. Le chemin radieux de la rédemption des pauvres est heureusement balisé par la nouvelle constitution de la Révolution citoyenne (Ávila Santa Maria, 2011 ; Perez Ordonez, 2010), un véritable chant à la vie, à l'être humain, à la nature. Celle-ci contient tous les éléments fondamentaux susceptibles d'éliminer l'inégalité sociale en Amérique latine et en Équateur. C'est l'arme de destruction massive des ennemis du peuple qui l'ont maintenu dans la servitude pendant des siècles⁸. Car la constitution et le gouvernement révolutionnaire privilégient résolument l'être humain sur le capital. Ils sont disposés à lutter contre les logiques inhumaines, cruelles et immorales de la globalisation néolibérale. Cette guerre morale entre le bien et le mal est transposée dans le monde économique afin d'éviter la poursuite des aberrations actuelles. La redistribution comme élément de coopération et de solidarité entre les hommes et les femmes s'efforce finalement d'accomplir cette grande œuvre sociale en prétendant récupérer

7. « Le président Correa attaque le néolibéralisme. Il le rend responsable de soumettre les hommes aux logiques du capital, en les vexant, en les humiliant et en créant ainsi de nouveaux pauvres socio-économiques... » (Pilar Pérez Ordoñez : « El presidente Correa y su política de redención », *Ecuador Debate*, n° 80, août 2010, p. 83).

8. Ces forces du mal qui ne cessent d'agir dans l'ombre sont incarnées par le marché, le néolibéralisme, les laquais autochtones (*lacayos criollos*), le colonialisme et le néocolonialisme, etc.

une des caractéristiques principales des sociétés latino-américaines : le bien moral.

Mais est-on bien sûr que la solidarité – qu'elle emprunte l'approche économique à l'instar de la redistribution ou la voie fiscale sous la forme d'une imposition accrue des riches par exemple – se réduise seulement à une idéologie du Bien ? Si la solidarité se mue en une catégorie éthique par abandon délibéré de son contenu social fondateur, de son essence constitutive, la question de la genèse des richesses produites susceptibles d'être mieux réparties ultérieurement, selon les exigences politiques et normes sociales en vigueur, ne pourra longtemps être évacuée sous le prétexte fallacieux d'un économisme réducteur. Mieux répartir les divers surplus provenant des activités publiques ou privées présuppose en effet que la production de biens et services perde le temps qu'intervienne un changement structurel de la matrice productive, de l'orientation actuelle du modèle d'accumulation (Sánchez-Parga, 2014).

Ce problème de la transition exprime en réalité la difficulté à circonscrire dans la pratique économique les interventions externes du marché afin que celles-ci ne puissent déborder de leur domaine d'application, s'immiscer dans la résolution des injustices sociales : si la logique marchande ainsi bridée autorise une redistribution plus efficace des ressources de même qu'une croissance plus rapide du produit global, une partie des problèmes d'équité pourrait alors être résolue sans qu'il soit nécessaire d'euthanasier les automatismes de marché. En d'autres termes : savoir comment agir en termes de justice sociale sans obérer l'efficacité des résultats prévus. Dilemme complexe que reflète un pragmatisme économique lui-même suspect de toutes les connivences virtuelles avec le néolibéralisme existant.

La combinaison efficacité et équité ne définit-elle pas une forme d'économie mixte où le marché ne représenterait pas seulement un mécanisme unique et essentiel de régulation économique et de la société mais plutôt une alternative crédible sous la forme d'un État-providence enrichi par les rentes ? Déléguer aux seuls appareils étatiques la tâche de fixer des limites aux structures présentes d'accumulation et de concentration des richesses tout en créant simultanément des processus redistributifs s'avère cependant inefficace lorsque la bureaucratisation et la corruption gangrènent la rationalité administrative. D'autant plus que le contenu opérationnel des politiques et des programmes sociaux se limite souvent à constater les multiples carences des familles ou des groupes sociaux ciblés sans s'interroger sur leurs causes. Compenser ces carences – dans un premier temps – n'est bien entendu pas négligeable voire même indispensable mais omettre d'intervenir sur les causes de l'exclusion sociale risque à plus ou moins long terme d'effacer les effets positifs de la redistribution publique.

« Donner aux pauvres » des ressources qu'ils ne possèdent pas sans renforcer ou accroître leurs ressources *disponibles* afin qu'ils satisfassent eux-mêmes leurs besoins ou réduisent leurs carences devient rapidement très contre-productif (Sánchez-Parga, 2014). C'est pourquoi, au-delà de considérations éthiques légitimes et comme gages de succès futurs, la logique, de même que l'efficacité de la redistribution, doivent investir de rationalité politique les programmes administratifs en cours. Car il est en effet plus difficile d'intervenir sur les conséquences de l'exclusion sociale lorsque l'action gouvernementale exprime une impuissance politique à diagnostiquer les causes de ce processus. Cette situation condamne inéluctablement à l'échec les politiques publiques redistributives en introduisant une série de conflits et de tensions entre la rationalité administrative qui *ne sait comment faire* et une rationalité politique qui *ne sait quoi faire*.

Or l'indéfinition politique de la redistribution relève en partie d'un invariant économique que le régime actuel, malgré tous les discours officiels sur le tournant historique radical que représenterait la Révolution citoyenne, n'a pu ou voulu changer jusqu'à maintenant : la dépendance toujours plus étroite entre le niveau des ressources distribuées aux classes défavorisées et le rendement financièrement élevé du capital rentier dont la production et la consommation illimitées assurent – pour combien de temps encore ? – la répartition des excédents collectifs.

Déjà intrinsèquement fragilisé par les problèmes bien connus de la « maladie hollandaise », le modèle de rentes existant doit en outre affronter des défis de nature sociale qui l'éloignent davantage de la révolution éthique tant désirée. Comment faire pour que disparaissent les caractéristiques les plus réhébilitaires de l'économie rentière dominante (gaspillage généralisé, enrichissement d'une minorité, surendettement massif...) tout en engendrant des mécanismes distributifs susceptibles de renforcer la cohésion sociale ? Peut-on atteindre cette exigence élémentaire de justice envers les plus pauvres sans aller plus loin qu'une redistribution ou une participation économiques, sans programmer une rupture des processus d'enrichissement à l'œuvre dans la société équatorienne (Sánchez-Parga, 2014 ; Jouvenel de, 1951, 2010) ?

La question d'économie morale resurgit enfin à ce niveau de réflexion (Fassin, 2009 ; Maréchal, 2005) : doit-on transformer radicalement les conditions de la production des richesses lorsque l'échange marchand a pénétré toutes les sphères de la vie sociale et toutes les dimensions de la personnalité des individus, de leur psychisme ou de leur conscience morale, la solidarité économique se raréfiant d'autant plus rapidement que les êtres humains sont moins solidaires ou forcés à le devenir ? Pas tant pour des raisons éthiques ou morales ; moins encore parce que les individus sont

devenus égoïstes, mais, simplement, pour des raisons de survie économique et sociale. Avec une société dominée par une concurrence sociale intense, où seuls survivent les plus forts, il n'y a rien d'étonnant à ce que le refus de la solidarité puisse être paradoxalement envisagé comme une stratégie de résistance face à l'adversité généralisée. Et ceci en conformité avec l'idéologie diffuse des « gagnants » et des « perdants » qui imprègne la plupart des classes sociales.

La redistribution induite essentiellement par l'opulence rentière recèle en fin de compte « une part maudite », un ensemble de fragilités structurelles qui hypothèquent son avenir à plus ou moins long terme. Cette incertitude latente quant à la viabilité économique du modèle d'accumulation en vigueur risque de compromettre à tout moment la situation matérielle des principaux bénéficiaires de la générosité étatique, ceux que la Révolution citoyenne considère comme de véritables sujets de rédemption (Pérez Ordonez, 2010). En envisageant la question sociale sous le seul angle moral, on fait ainsi délibérément abstraction de la santé réelle de l'économie équatorienne comme si celle-ci revêtait une moindre importance par rapport aux discours moralisateurs officiels. Et ce, sans que les causes de l'exclusion sociale soient directement abordées. Assimiler l'économie politique à un seul courant de pensée – le néolibéralisme forcément immoral et peu enclin à la justice sociale – représente un procédé usuel de réduction intellectuelle suivant lequel celle-ci serait incapable de penser le bien commun. En quelque sorte une version revisitée de la confusion augustinienne de la fin et des moyens qui justifierait l'inanité de l'économie politique puisque sans contre-valeurs collectives, sans jugements moraux ; prisonnière de trop d'intérêts particuliers. Mais *quid* alors de la *Révolution éthique* tant espérée ?

Conclusion

Critiquer en conclusion le bilan officiel irénique des acquis redistributifs de la Révolution citoyenne risque d'être perçu au mieux comme un excès d'exigence economiciste, au pire comme l'expression d'une pensée rétive au changement social dirigé par l'État. En guise de conclusion, nous souhaitons ouvrir ici un débat entre les domaines du possible en économie et le désirable dans le champ social. En d'autres termes : analyser la double morale constituée par la rhétorique de l'anticapitalisme officiel et l'idéologie de la « bonne vie ».

Cette politique de redistribution s'inscrit dans la continuité des gouvernements précédents tout en élargissant considérablement le périmètre des bénéficiaires par une augmentation considérable des ressources publiques mises au service des valeurs proclamées de justice et de solidarité sociales. L'ampleur ainsi que son impact socialement ciblé résultent en grande partie d'une opulence financière induite par les aménités

économiques d'un modèle extractionniste des plus orthodoxes, bien en phase avec la globalisation capitaliste : l'exploitation intensive des différentes rentes issues du pétrole et de minerais divers conjuguée à la reconduction à l'identique de la traditionnelle spécialisation internationale dans le domaine agro-exportateur alimentent en réalité un flux permanent de liquidités partiellement absorbées par les programmes sociaux.

Une autre lecture suggère qu'au-delà d'un usage socio-économique des dollars externes⁹, d'une répartition des excédents rentiers, une réalité plus complexe se dessine où des considérations éthiques inhérentes aux choix politiques initiaux sous-tendent l'orientation de l'argent public : dès le départ, une représentation normative de l'économie, par son insistance à dénoncer la domination séculaire d'intérêts égoïstes matérialisés par quelques puissants groupes au sein des circuits économiques et financiers nationaux, donne incontestablement un sens moral au projet de la *Révolution citoyenne*. Cette oligarchie privée, en étroite symbiose avec les anciens partis politiques – bien entendu tous corrompus –, aurait ruiné la Patrie, suscitant par là même la misère du peuple. Le temps serait enfin advenu de lui rendre non seulement justice mais aussi sa dignité en mettant l'économie nationale au service des plus pauvres. La redistribution des rentes comme objectif social de transfert de richesses vers le bas accomplit cette œuvre éminemment rédemptrice en termes de légitimité pour le régime : seule cette idéologie politique s'avère être la meilleure parce qu'elle exprimerait le retour de la *common decency* dans les plus hautes sphères de l'État, des valeurs de bienveillance, d'entraide, de générosité, de solidarité... que recèleraient « naturellement » les couches populaires. Une générosité sociale bâtie sur la prospérité rentière remet ainsi à l'ordre du jour l'incroyable populisme économique latino-américain dans une version progressiste moralisatrice à laquelle demeure étroitement associé un clientélisme évergétique modulable en fonction des cycles d'expansion ou de récession du capitalisme globalisé (Gutierrez Vera, 2012).

Jusqu'à présent aucun dysfonctionnement majeur ne semble gripper les mécanismes assez bien huilés d'une distribution de prestations diverses qui satisfont encore les besoins des pauvres non marginalisés, statistiquement repérés par la machine étatique. La question cruciale de la durée de cette expérience sociale dépendra dans une large mesure de la pérennité du financement induit par la macroéconomie future des rentes équatoriennes. Corriger les inégalités sociales internes peut être considéré comme une œuvre juste, moralement justifiable si toutefois elle ne conduit pas à

9. Dans le volume total des flux d'entrée de dollars, rappelons que les versements monétaires (*remesas*) des travailleurs équatoriens à l'étranger occupent la troisième place derrière les emprunts internationaux (dette externe) et les recettes des exportations pétrolières

accentuer voire à accroître une dépendance financière externe trop ancrée dans le maintien d'un modèle d'accumulation qui, par le passé, avait déjà suscité de nombreuses paupérisations et précarisations : un choc international lié à une nouvelle crise du capitalisme globalisé¹⁰ ou une exigence immédiate de paiement du puissant bailleur de fonds chinois pourraient ainsi restreindre brutalement le volume des flux redistributifs assignés depuis plus de sept années aux couches les plus défavorisées. Car ce système de redistribution n'est fondamentalement rien d'autre que la continuation d'un mode de vie rentier, gaspilleur et prédateur, tempéré d'un côté, par une répartition plus équitable des fruits de la croissance et, de l'autre, par une exhortation morale perpétuelle à lutter contre toutes les formes de discriminations et d'exclusions présentes ou à venir.

Sur le fond, la légitimité de cette politique volontariste de redistribution favorable aux plus pauvres n'est pas contestable dans la mesure où elle se trouve justifiée par la croissance des inégalités surgies avant même l'avènement de la Révolution citoyenne. Des raisons économiques et politiques complexes – dont l'exposé sortirait du cadre de cet article – expliquent pour beaucoup l'acuité de la question sociale actuelle sans que celles-ci se limitent exclusivement à de maigres mesures de compensation monétaire, à une élévation modérée des revenus les plus faibles, etc. Cette politique de redistribution étatique sise au cœur même de l'opulence rentière n'offre en elle-même aucune alternative susceptible de sortir de la *cage d'acier* (Max Weber) du capitalisme globalisé.

Bien que dénoncé avec une constance remarquable, l'environnement économique néolibéral ainsi que ses mécanismes – sources de tous les maux – ne fait paradoxalement l'objet d'aucune déconstruction concrète de la part du régime, comme si ce dernier se refusait à remettre en question l'ensemble des manières de vivre aliénées par les valeurs de l'imaginaire capitaliste qui accompagnent la croissance et la consommation illimitées en économie rentière. La constitution équatorienne inaugure certes une nouvelle forme de concevoir la « bonne vie » basée sur des droits, des garanties, une organisation étatique entérinant un schéma de type égalitariste, etc. sans cependant remettre en question la propriété privée ou la libre entreprise. L'État capitaliste postmoderne ne se résume ni ne s'épuise bien entendu avec les demandes de distribution et d'égalité sociale. Il lui manque encore les demandes non juridiques, effectives, de reconnaissance impliquant le respect et la promotion des différences. S'il demeure au seul niveau égalitariste, celui de la redistribution *stricto sensu*, les contraintes de l'économie rentière l'affaibliront jusqu'à le vider de sa substance sociale.

10. La baisse récente du prix du baril de pétrole (de 93 \$ à 50 \$ en décembre 2014) semble d'ores et déjà confirmer la pertinence de cette prévision.

Introduire quotidiennement de la reconnaissance au sein même de la politique redistributive tout en préservant les libertés fondamentales de l'individu représente un défi politique toujours d'actualité pour la Révolution citoyenne.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANAÏS Albert, ROSSIGNEUX-MÉHEUST Mathilde, 2013 : « Une question économique dominée par des enjeux moraux », *Histoire, économie & société*, n° 3, p. 3-12.
- ÁVILA SANTA MARIA Ramiro, 2011 : *El neoconstitucionalismo transformador. El Estado y el derecho en la Consitución de 2008*, Quito (Équateur), Abya-Yala-Universidad Simón Bolívar.
- BAECHLER Jean, 1995 : *Le capitalisme : 1. Les origines, 2. L'économie capitaliste*, Gallimard, coll. « Folio histoire inédit ».
- BOLTVINICK Julio, 2013 : « Para reformar la reforma social neoliberal (que ha fracasado) y fundar un auténtico Estado de bienestar en México ? », *Estado & comunes*, n° 1, 1^{er} semestre, p. 57-94.
- Constitución de la República del Ecuador*, nov. 2009, Quito (Équateur), Corporación de Estudios y Publicaciones.
- CORREA Rafael, 2014 : *Ecuador : de Banana Republic a la No República*, Bogotá (Colombie), Debolsillo.
- DAUSDERSTÄDT Michael, 2013 : « Más allá de la crisis : producción de bienestar através del crecimiento social », *Estado & comunes*, n° 1, 1^{er} semestre, p. 155-186.
- FASSIN Didier, 2009 : « Les économies morales revisitées », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, n° 6, p. 1237-1266.
- GUTTIEREZ VERA Daniel. 2012 : « Miseria del populismo », *Ecuador Debate*, n° 86, août, p. 143-150.
- IBARRA Hernán, 2010 : *Visión histórico política de la constitución del 2008*, Quito (Équateur), Caap, coll. « Estudios y análisis ».
- JOUVENEL DE Bertrand, (1951, 2010) : *La ética de la redistribución*, Madrid (Espagne), Katz editores-Liberty Fund.
- MARÉCHAL Jean-Paul, 2005 : *Éthique et économie. Une opposition artificielle*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « L'univers des normes ».
- MARTÍNEZ VALLE Luciano, 2009 : « La economía social y solidaria : ¿ Mito o realidad ? », *Íconos*, n° 34, mai, p. 108-113.

- PÉREZ ORDOÑEZ Pilar, 2010 : « El presidente Rafael Correa y su política de redención », *Ecuador Debate*, n° 80, août, p. 77-94.
- PONCE J., BURGOS S., SÁNCHEZ J.-A., 2011 : « Ecuador », in SÁNCHEZ V. Marco, SAUMA Pablo (ed.) : *Vulnerabilidad económica externa, protección social y pobreza en América latina*, Santiago Chile, CEPAL-FLACSO-UN/DESA, coll. « Foro », p. 317-349.
- PONCE J., ENRIQUEZ BERMEO F., MOLYNEUX M., THOMSON M., 2013 : *Hacia una reforma del bono de desarrollo humano. Algunas reflexiones*, Quito (Équateur), Abya-Yala-Care.
- SAMANIEGO PONCE Pablo, 2012 : *Ciclo económico, política Pública y sector social*, Quito (Équateur), Ien-Unicef, coll : « Economía y sociedad ».
- SÁNCHEZ-PARGA José, 2014 : *Alternativas virtuales vs cambios reales, Derechos de la naturaleza, buen vivir, economía solidaria*, Quito (Équateur), Caap, 127 p.
- VILAS M. Carlos, 2013 : « Política social : ¿ Hacia un nuevo paradigma ? », *Estado & comunes*, n° 1, 1^{er} Semestre, p. 41-55.

ANNEXES

Tableau : Programmes complémentaires de protection sociale (période Révolution citoyenne).

- | |
|---|
| <p>1 — Protection contre la réduction de la consommation des ménages en situation de pauvreté (Bon de Développement humain, <i>BDH</i>).</p> <p>2 — Protection contre la destruction des capacités humaines avec obligation d'éducation et de santé pour les fils (<i>BDH</i>).</p> <p>3 — Protection des ménages avec financement de l'attention aux personnes avec des maladies catastrophiques (<i>RPS</i>) non couvertes par la Sécurité Sociale.</p> <p>4 — Protection des ménages face à la mort des chefs de famille avec assurance-vie et services funèbres (<i>CFP</i>).</p> <p>5 — Protection des personnes et ménages affectés par des désastres naturels (Bon d'urgence).</p> <p>6 — Soutien aux engagements économiques pour améliorer les revenus et niveaux d'alimentation familiale (<i>CDH</i>).</p> |
|---|

Source : Ponce J., Enriquez Bermeo F., Molyneux M., Thomson M., 2013.

Castelli Bernard (2015)

Redistribution et bonne vie en Equateur

In : Castelli Bernard (ed.), Hillenkamp Isabelle (ed.),
Hours Bernard (ed.). *Economie morale, morale de
l'économie*

Paris : L'Harmattan, p. 205-221. (Questions
Contemporaines. Série Globalisation et Sciences
Sociales)

ISBN 978-2-343-06715-5